



AGROFORESTERIE AU TOGO
PÉPINIÈRE DE COOPÉRATIVE

Éditorial

Fin 2021, le changement climatique et ses conséquences sont devenus une réalité pour nous européens, en touchant parfois nos proches, amis ou voisins. Certains en ont subi les conséquences dramatiques, faisant basculer des existences entières en quelques secondes, dans la violence imprévisible d'un incendie ou d'une crue torrentielle. Et c'est un euphémisme que de dire que les perspectives ne sont pas bonnes : dans leur dernier rapport publié en août, les scientifiques du GIEC* mettent en garde contre un risque d'atteindre le seuil de +1,5°C autour de 2030, tandis que l'humanité s'oriente vers un réchauffement de +2,7°C, la menaçant de nouveaux désastres sans précédent. Face à ce constat, quelle attitude adopter : céder à l'abattement, au fatalisme ? Profiter de la vie, faire l'autruche, décroître, rouler à l'électrique, devenir végétarien, voyager dans l'espace, enfourcher sa bicyclette... ? L'humanité se questionne et peine à parler d'une seule voix et à trouver une voie unanime.

Une chose est acquise : le temps presse. Une autre semble admise : l'humain est à re-placer au cœur des préoccupations. Car chaque dixième de degré supplémentaire met en tension les conditions de vie de millions de personnes, notamment parmi les plus démunis. À ce titre, l'Afrique peut légitimement crier à l'injustice : continent qui pollue le moins, sa population est également celle qui est la plus vulnérable et la plus exposée aux effets du changement climatique. Témoignage de cette vulnérabilité, les rendements agricoles qui pourraient diminuer jusqu'à 24% tandis que le continent va être confronté plus fréquemment à des événements climatiques aléatoires entre inondations et sécheresses extrêmes.

En tant qu'organisation humanitaire, nous ne sommes pas en mesure d'agir sur les causes du dérèglement climatique, mais avons la capacité d'équiper et d'accompagner les populations locales afin d'en limiter les effets et les conséquences. Depuis plusieurs années, avec les communautés et les familles, nous travaillons à mettre en place des solutions locales et des projets pour atténuer et réduire le risque climatique. Agroforesterie, agroécologie, compostage, apiculture, retour de la biodiversité... les solutions ne manquent pas pour faire fructifier les écosystèmes, dans une logique de gestion et non d'exploitation. Et aujourd'hui à contre-courant des mauvaises nouvelles, nous nous réjouissons avec vous car le travail porte du fruit : la fabrication de savons, les bonnes récoltes de mil, de cacao, de fruits et légumes sont autant de petites victoires qui garantissent la sécurité alimentaire et renforcent la résilience des familles. Tout cela prend racine dans une terre devenue naturellement plus fertile mais également dans votre fidélité et votre engagement.

Assurément l'avenir ne sera pas rose, mais soyons convaincus que rien n'est perdu et que les centaines de personnes au bénéfice de notre action méritent que nous poursuivions ensemble notre mission en faveur de l'Humain et de son Environnement.

Benjamin Gasse
Directeur

*GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

Journal édité par l'association Morija
N°371 | Octobre 2021 | 5'600 exemplaires

Morija Suisse
Route Industrielle 45 - 1897 Le Bouveret
Tél. +41(0)24 472 80 70 - info@morija.org

Site internet : www.morija.org
CCP 19-10365-8 - IBAN : CH43 0900 0000 1901 0365 8

Morija France BP 80027 - 74501 PPDC Évian les Bains
morija.france@morija.org Compte Crédit Agricole :
IBAN : FR76 1810 6000 1996 7026 0567 691

Direction Publication : Benjamin Gasse, Jérôme Prekel

Réflexion : J. Prekel

Photos : Morija, AdobeStock, OMS.

Impression : Jordi AG

Médias sociaux :
facebook.com/morija.org instagram/morija_ong_officiel
Journal gratuit - Abonnement de soutien : CHF 50.- / 46€

Morija s'engage à ne pas communiquer les adresses de ses donateurs, abonnés ou membres, à des tiers quels qu'ils soient.

Morija affecte en moyenne 14% des dons reçus aux frais de fonctionnement de l'organisation, afin de permettre un suivi professionnel de ses projets et d'assurer la pérennité de ses programmes. Lorsque les dons reçus couvrent les besoins de l'appel exprimé, ils sont affectés aux besoins les plus urgents.

Morija bénéficie de la certification ZEWO depuis 2005, qui distingue les œuvres de bienfaisance dignes de confiance.

Nos programmes bénéficient du soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Votre don en
bonnes mains



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Direction du développement
et de la coopération DDC



RÉFLEXION

La plus ancienne source judéo-chrétienne, le livre de la Genèse (2/15), décrit ainsi les débuts de l'humanité :
« L'Éternel plaça l'homme dans le jardin d'Eden pour le cultiver et pour le garder » :

On pourrait considérer que malgré l'apparente naïveté du récit, le Texte ouvre à une dimension universelle : c'est alors la Terre dans son ensemble qui est le jardin de l'humanité, et nous voyons bien, après quelques millénaires et une (courte) période d'industrialisation, que nous avons manqué le but. Nul ne songerait aujourd'hui à contester que la planète est en souffrance, livrée à la surexploitation sans sagesse, saturée de multiples pollutions : l'humanité chargée de garder son héritage se cherche une volonté mais peine à la trouver.

Ce jardin d'Eden qui devait être cultivé et gardé par l'Homme, est également la métaphore de sa propre existence. Nous sommes invités ici à veiller sur notre héritage le plus précieux, à en préserver la santé, à en nourrir l'intelligence, à maîtriser les excès.

Notre jardin, c'est aussi notre cœur, notre conscience, notre éthique. Toutes ces choses sont nôtres, et elles deviendront ce que nous en ferons : tel est le redoutable pouvoir de notre liberté.

Et le Texte biblique de continuer : *« Ne vous y trompez pas : ce qu'un homme sème, il le moissonnera* ».*

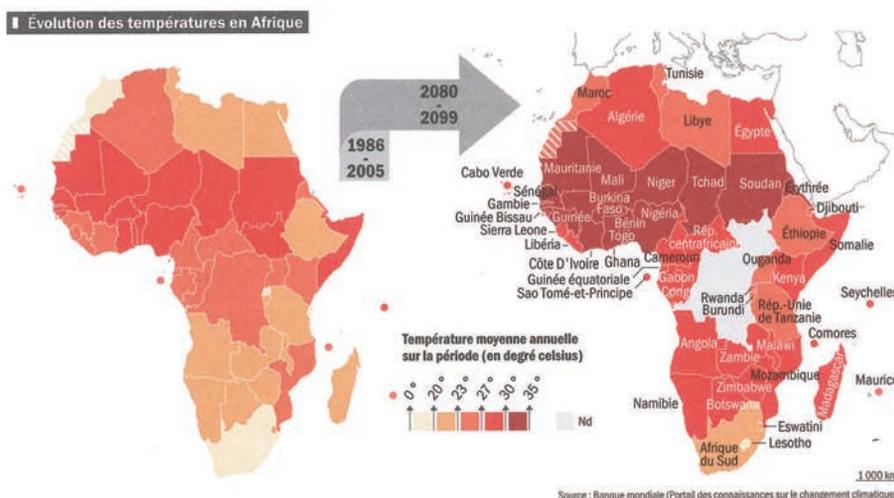
*Lettre aux Galates, ch. 6, v.7

UN CONTINENT FORTEMENT EXPOSÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Afrique subsaharienne émet peu de gaz à effets de serre : alors qu'elle représente environ 20% de la population mondiale, on considère que sa population n'est qu'à l'origine de moins de 5 % des émissions mondiales de CO₂. Cette contribution s'explique par des niveaux d'émission limités compte tenu de son faible développement industriel peu émissif en ressources fossiles.

Faible pollueur, le continent subira malheureusement de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique : il sera confronté à des évènements climatiques extrêmes (inondations, sécheresses) tandis que

l'augmentation du niveau des mers mettra en danger les 10 millions d'habitants qui vivent dans les villes côtières (Lagos, Dakar, Abidjan, Lomé...). Dans les campagnes, les rendements agricoles pourront diminuer jusqu'à 25 % selon la végétation et les scénarios, créant une insécurité alimentaire qui mettra sur les routes des centaines de milliers de réfugiés climatiques. Pour répondre à ce défi, le Programme des Nations Unies pour l'environnement estime que l'Afrique devra mobiliser de 50 à 100 milliards de dollars afin d'adapter ses territoires et sa population aux changements à venir. Au regard de l'injustice climatique, il semble légitime que l'effort puisse également reposer sur les épaules des pays développés, principaux moteurs du changement climatique.



BURKINA FASO : VISITE DE 12 ÉTUDIANTS DE L'IHEID GENÈVE



Dans le cadre de leur formation continue en partenariat avec l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement de Genève (IHEID), 12 étudiants du master « Politique et pratiques du développement » ont pu visiter les projets de Morija à Nobéré. Le but de cette rencontre, facilitée par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), était de familiariser les étudiants à des programmes de la coopération

Suisse pour mieux connaître les interventions des associations partenaires du Bureau de coordination au Burkina Faso et pour améliorer les compétences des étudiants en gestion de projets de développement.

Accompagné d'Élise Berchoire et Hélène Ernoul, ainsi que du coordinateur Gédéon Kaboré, le groupe a été accueilli au Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle, et a pu visiter un des champs familiaux bocagers du programme de Développement Rural, ainsi que des latrines et un forage. Ils ont également échangé avec un groupe de femmes sur la Nutrition et sur l'épargne communautaire (EPC).

Morija Tchad

Projet Résilience / Hélène Ernoul, Chargée de Programmes

Bien que le Tchad apparaisse comme l'un des pays qui émet le moins de gaz à effet de serre, les habitants de ce pays ne seront pour autant pas épargnés par les conséquences du dérèglement climatique.

En s'associant avec le **Raps-Développement** et **Aprofika**, deux associations tchadiennes, Morija entend aider les populations les plus défavorisées de la Province du Mandoul à être résilients dans ce contexte si particulier. Dans cette province du Sud, le dérèglement climatique se manifeste par une forte irrégularité des pluies, un déficit pluviométrique ainsi que des épisodes extrêmes de certains phénomènes météorologiques comme les vents. Or,

l'ensemble de ces manifestations perturbent les cycles agricoles et détériorent les productions. Lorsque la majorité de la population vit de sa production agricole, cela signifie sur le long terme une plus grande insécurité alimentaire dans la zone.

En 2017, une étude du Raps montre que 67 % des populations résidant dans le Mandoul sont conscients des dégradations du contexte climatique, mais ont besoin d'appui pour la mise en œuvre de mesures afin d'y faire face. Car des solutions existent effectivement.

Avec le soutien financier de l'Union Européenne, le projet Résilience a justement pour objectif d'accompagner

les populations vulnérables, et en particulier les jeunes et les femmes du Mandoul, à adopter des activités d'adaptation et d'atténuation du dérèglement climatique.

Le premier axe du projet se concentre sur la sensibilisation de la population. À travers des ateliers d'informations et d'échanges regroupant les autorités locales, traditionnelles et religieuses, ainsi que des émissions sur les radios locales, le projet souhaite toucher plus de 60 % de la population locale de la Province d'ici 2024. Les collectivités seront aussi accompagnées pour se doter de plans environnementaux et ainsi mieux anticiper les changements à venir. Les agriculteurs seront accompagnés dans le développement d'activités de transformation et de commercialisation de leurs produits par le biais de fermes pédagogiques et pourront atteindre l'autonomisation financière grâce à l'octroi de micro-crédits.

120 producteurs accompagnés, soit environ 1'000 bénéficiaires indirects.



18 clubs scolaires créés



54 structures religieuses accompagnées (env. 2'700 personnes)



60 éleveurs



PROGRAMME MENÉ AVEC LE SOUTIEN DE L'UNION EUROPÉENNE

“Témoignage d'une bénéficiaire

Je m'appelle Achta NGUEKADJIM

Je suis membre du groupe DIAN IKLA, que nous avons créé dans le but de nous entraider et lutter contre la pauvreté par les activités de maraîchage au bord du petit fleuve de notre village.



Nous avons beaucoup de difficultés parce que le fleuve tarit souvent et nous faisons les choses sans expériences et techniques. J'ai été choisie en 2017 lors de la première phase du projet Résilience pour développer les activités de pépinières et de maraîchage. J'ai pu installer un site de pépinières à côté de notre maison avec l'aide des membres de ma famille. Nous produisons des plants tels que : manguiers, goyaviers, citronniers, papayers, agrumes, acacia albida avec diverses méthodes.

Avant l'appui du projet, nos recettes ne dépassaient pas 100'000 CFA (CHF 166.-, soit 153 €). Avec les différentes formations sur les techniques de production que j'ai reçues, notre manière de produire a beaucoup changé et nos revenus ont augmenté !

L'année suivante, nos résultats ont doublé grâce aux ventes des plants. Au total nous avons produit 25'000 pieds de toutes espèces précitées. .

Grâce à nos revenus, nous avons pu acheter une pompe solaire pour nos champs. À côté des pépinières, nous faisons aussi du maraîchage avec les arbres fruitiers et les récoltes sont pour nos familles. Avec le nouveau projet Résilience, nous venons de recevoir du matériel de production tels que brouette, pelle, pulvérisateur, pots, etc.

Nous allons également suivre des formations sur la transformation des fruits en confiture et sirop comme ça les fruits ne seront pas gâchés quand la vente est mauvaise au marché.

LE TCHAD EST LE PAYS LE PLUS VULNÉRABLE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

C'est ce qu'annonçait en 2020 l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement.

Le Tchad est considéré comme le pays le plus vulnérable au changement climatique. Une combinaison de pauvreté élevée, de conflits fréquents, de systèmes de gouvernance faibles, à laquelle s'ajoutent les risques de sécheresse et d'inondations, font que le pays est confronté à de nombreuses urgences humanitaires et lutte notamment pour faire face aux conséquences du changement climatique.

« Le pays connaît des conflits internes et frontaliers récurrents qui aggravent encore davantage ses vulnérabilités, en mettant sous pression les infrastructures limitées et la cohésion sociale. La géographie du pays contribue largement à sa vulnérabilité face au climat. »

Les conséquences sont immenses quand on sait que plus de 80% de la population vit des ressources agricoles et pastorales. Les changements climatiques sont ainsi ressentis dans tous les secteurs, de la pêche à l'élevage et à l'agriculture, tout en mettant également en péril les domaines de la santé et du logement.



Province du Mandoul, zone d'intervention du projet

Sud du Tchad

Épargner Pour le Changement

/ Hélène Ernoul, Chargée de Programmes

À Koumra au Tchad, cela faisait plusieurs années que les femmes interpellaient le coordinateur de Morija dans l'espoir de voir le projet Épargner pour le Changement arriver dans leur commune.

Il faut dire que les retombées sont nombreuses pour les femmes des groupes. À Bessada, grâce aux prêts que les membres d'un groupe EPC peuvent contracter, la plupart arrive à lancer des petits commerces. Ces derniers permettent à leurs familles de mieux vivre en diversifiant les revenus du ménage. Même les femmes qui ne contractent pas de prêts reçoivent une fois par an leur part des fonds cumulés et peuvent s'acheter une tête de bétail, des ustensiles pour la maison, de la nourriture ou payer les frais de scolarité de leurs enfants.

En devenant actrices de leur propre développement, ces femmes nous témoignent de l'amélioration de leur reconnaissance dans leur foyer et au niveau des communautés. Dans certains villages, une représentante du groupe EPC est toujours conviée lors des réunions entre autorités locales sur l'avenir du village.

Mieux écoutées, elles se sentent actrices de leur avenir et n'ont plus l'impression de le subir. à Koumra, l'espoir de jours meilleurs est devenu une réalité.

“

Je m'appelle DOUWOUROUM Rebecca, j'ai 63 ans et je suis mère de 5 enfants. Nous sommes 26 dans le groupe LOS-SAYAN qui veut dire « Lieu de recherche de la richesse » au quartier GOULAYE. Nous épargnons 500 CFA (CHF 0.83, soit 0,77 €) par semaine mais comme j'ai « deux mains », j'épargne 1'000 CFA (CHF 1.66, soit 1,53 €) par semaine.

Le projet EPC est une opportunité pour nous les femmes pour sortir de la pauvreté. Nous avons longtemps entendu les témoignages des bénéficiaires de la commune de Bessada mais Dieu nous a fait grâce à travers Morija pour que cette année nous soyons aussi des bénéficiaires. Nous avons attendu cela impatiemment. Nous avons vu beaucoup de



projets initiés en faveur des femmes mais les retombées positives ne durent pas. Avec EPC, tout est organisé et prévu de façon à éviter les risques. J'ai vu combien le projet commence à nous aider. Mon activité génératrice de revenus est la transformation d'arachide en huile et en tourteau mais il fut un temps où cela s'est arrêté parce qu'un imprévu a absorbé tout mon capital. Grâce au prêt que notre groupe m'a accordé, j'ai repris mon petit commerce et c'est ce qui m'a permis d'avoir constamment du savon, du thé le matin et des condiments pour notre sauce.

Merci à toute l'équipe du projet, à Morija et à tous ceux qui ont contribué dans ce projet. »

”

107
groupes formés



2'891
femmes membres de groupes



4'940
prêts depuis le début de l'année



105'081'450 CFA
CHF **174'264.-**

soit 162'758 €

Montant total généré
dont 95 % à Bessada
et 5 % à Koumra)



Togo - K'Palimé

Lutte contre les feux de brousse

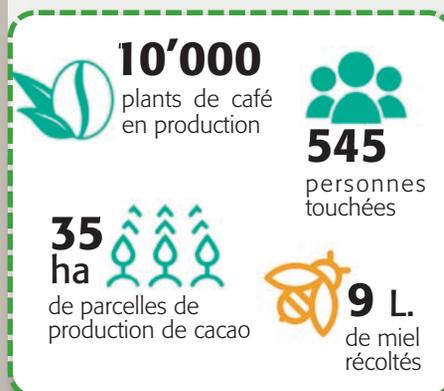
Au Togo, dans la préfecture de K'Palimé grâce au projet d'agroforesterie les champs de cacao et de café ressemblent de plus en plus à des petites forêts.

Les micro-climats, créés par les arbres fertilitaires plantés dans le cadre du projet, sont très favorables au cacao et au café qui ont besoin d'ombrage et d'humidité pour bien pousser. Malheureusement, ces systèmes de végétation denses sont plus vulnérables aux feux de brousse car le feu se propage plus facilement d'un champ à un autre. Dans un pays où la culture sur brûlis est encore pratiquée régulièrement, il est indispensable de sensibiliser les agriculteurs aux revers de cette pratique : perte de la biodiversité, risque de perte de contrôle du feu, toxicité des fumées, érosion des sols...

Depuis plusieurs années, le projet d'agroforesterie sensibilise les producteurs bénéficiaires aux moyens de lutter contre les feux de brousse et de prévenir leur propagation. Le projet ne touchant pas tous les agriculteurs d'un village, il a été décidé cette année d'étendre la sensibilisation à tous les habitants de la zone pour avoir un impact plus fort et faire des villages des zones 0 feux. Dans



chaque village, un comité anti-feux sera formé à la suite d'une campagne d'information et d'éducation. Ces comités auront pour objectif la formation continue des agriculteurs du village sur les feux de végétation ainsi que la prise de mesure locale permettant de protéger les champs et les forêts de la propagation des feux.



“



« Je me nomme SAPA Koffi Michel, je suis âgé de 35 ans, marié et père d'un enfant, résidant à Agou-Nyogbo. J'ai eu le privilège d'être sélectionné pour le projet d'agroforesterie.

De nos jours et surtout dans mon village, à Nyogbo, l'agriculture est déconsidérée par les plus jeunes, estimant que c'est une voie sans issue. C'est une grave erreur, car l'agriculture donne une sécurité financière et aussi alimentaire, c'est pourquoi je me suis engagé dans ce projet.

J'ai bénéficié de matériel végétal constitué d'arbres fertilitaires et des bananiers plantains pour créer l'ombrage provisoire pour les jeunes cacaoyers d'une part, et d'un kit de matériel agricole composé de coupe-coupe, de bottes et de transplantoirs d'autre part.

Grâce aux formations et aux conseils personnalisés, beaucoup de choses ont changé : mon approche professionnelle, mais aussi mes comportements (dans la communauté et même dans ma famille). Cette année, cela m'a conduit, à devenir Président du Comité de Développement Villageois (CVD), où je pense être l'ambassadeur de cette nouvelle pratique agricole durable dans nos différents regroupements à travers mon village.

Les conditions de vie de ma famille ne cessent de s'améliorer. Je souhaite remercier sincèrement Morija et le partenaire local ADE (Avenir de l'Environnement) pour l'appui et surtout l'opportunité accordée à la jeunesse togolaise ».

”

AVEC
CHF 45.-/42 €

VOUS FINANCEZ
LA FORMATION D'UN
AGRICULTEUR AUX
PRATIQUES AGROÉCO-
LOGIQUES



morija
DEPUIS 1979

Faites un don avec
TWINT!

Scannez le code QR avec
l'app TWINT

Confirmez le montant et
le don



**Votre don en
bonnes mains**